2/ Adresse à Mme la Première ministre adoptée par motion (CM du 6 avril)

Commentaires (transmis aux élus mais non lus en séance) :

Notre pays connaît une crise politique et sociale majeure. Le projet de réforme du régime des retraites soulève une vaste et déterminée opposition populaire. Nous, élus locaux, ne pouvons demeurer indifférents à un projet brutal et injustifié de réforme des retraites qui aurait pour conséquences d'accentuer les inégalités sociales dans nos territoires, d'amplifier aigreur et désespérance envers la République, la RES PUBLICA, la chose commune.

C'est le sens de l'adresse au gouvernement signée sous forme de pétition par plus de 500 élus seine-&-marnais de diverses sensibilités politiques.

Via Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne, représentant local de l'État dans notre département, nous élus bacots adressons à Madame la Première ministre une motion identique* à la pétition précitée prouvant, tant sur la méthode que sur le fond, notre opposition vis-à-vis de cette réforme. Cette attitude, inhabituelle pour l'assemblée délibérante bacotte doit justement contribuer à alerter l'exécutif sur la profondeur et l'ampleur de l'opposition populaire à sa réforme.

L'adoption d'un tel projet par le recours à l'article 49.3 de la Constitution privant les députés, représentants directs du peuple, de vote sur le texte, ne peut qu'exacerber les tensions sociales et affaiblir la représentation nationale.

L'application du projet de loi face à l'opposition massive des forces productives de ce pays ne manquerait pas de susciter d'autres troubles politiques encore plus graves.

Nous ne pouvons esquiver nos responsabilités d'élus locaux. Cette motion vise à souligner notre attachement à la préservation du tissu social de notre Nation.